

## Le sénateur Antoine Lefèvre s'inquiète d'un État qui « fait les poches de la CAF »

**E**n séance publique au Palais du Luxembourg, le sénateur Antoine Lefèvre (LR) s'est inquiété des « confiscations par l'État » des excédents de gestion de la Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Aisne pour un montant de 350 000 euros. Ils étaient destinés à des opérations d'investissements programmés (accessibilités, accueil, entretien). Les explications du parlementaire.

► Comment avez-vous été saisi de ce problème ?

J'avais en fait été interpellé par la CAF de l'Aisne sur l'État, ou plus exactement la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), qui fait les poches. Cela m'a rappelé l'attitude de ce gouvernement qui a la fâcheuse tendance à faire les poches de tout le monde, comme par exemple celles des chambres consulaires. Le Code de la sécurité sociale attribue aux conseils d'administration des CAF le vote des budgets et le principe de pluriannualité budgétaire est en vigueur dans la branche famille depuis plus de trente ans.

► Les conseils d'administration des CAF ont une autonomie de gestion...

Absolument. Il faut laisser le soin aux administrateurs de gérer comme ils l'entendent ces caisses qui sont censées être en autonomie.

► Il y a des conséquences très concrètes ?

Oui. Ces moyens sont indispensables à la caisse d'allocations familiales de l'Aisne pour réaliser ses opérations d'investissement, notamment les mises aux



« L'État agit un peu de la sorte avec les collectivités », juge le sénateur.

normes d'accessibilité pour les personnes handicapées, l'aménagement des accueils de ses différents sites pour l'accès facilité des allocataires aux nouveaux moyens dématérialisés et les travaux indispensables d'entretien des bâtiments. En janvier 2015, des ponctions avaient déjà été faites. Il y a aussi des conventions d'objectifs et on s'assied un peu sur tout ça.

► Qu'a répondu la ministre ?

Ce n'est pas la ministre Marisol Touraine qui m'a répondu mais

la secrétaire d'État Pascale Boisnard. En gros, ce qu'on a pris d'un côté, on le redonne de l'autre, mais ça n'est jamais à euro constant. Peut-être prennent-ils 350 000 euros mais ils ne rendront que 50 000 euros. C'est aussi une incursion dans la gestion des CAF, qui repose sur le paritarisme qui nous est cher, et une décision totalement unilatérale. L'État agit d'ailleurs un peu de la sorte avec les collectivités.

Propos recueillis par  
PHILIPPE ROBIN

POLITIQUE / LÉGISLATIVES 2017

# Coulon/Verzelen, fin du suspens

Chez les Républicains laonnois, le suspens a pris fin. Christophe Coulon sera le candidat de la droite, Pierre-Jean Verzelen préfère tenir ses engagements locaux.

Il a été élu, au Département il y a un peu plus d'un an, il a remporté la mairie de Crécy aux dernières élections municipales et la présidence de la communauté de communes. Entre se lancer dans la course à la députation ou rester avec ses mandats actuels, pour Pierre-Jean Verzelen, le choix s'est imposé quasiment comme une évidence. « Je me suis interrogé sur le fait d'y aller ou pas. Et puis, j'ai pensé aux responsabilités que les électeurs ont bien voulu me donner. La loi sur le cumul des mandats, qui n'est pas bonne à mon sens, oblige le futur député à tout quitter pour ne garder que ce mandat de parlementaire. Cette histoire de non-cumul risque d'éloigner certains députés de leur base. Et chose importante, j'estime que la légitimité d'un élu vient une première fois lorsqu'il gagne, mais elle est surtout là quand il est réélu au même poste. J'aimerais aussi voir aboutir certains projets, que ce soit dans ma commune, à la communauté de communes ou au département. Et puis je n'ai que 32 ans. »

## Transparence envers les militants

La place de candidat revient au vice-président du conseil régional, Christophe Coulon. « Je soutiens totalement Christophe qui est le bon candidat », ajoute Pierre-Jean Verzelen. Pour être complètement transparent, la fédération des Républicains de l'Aisne a souhaité informer les militants des candidats proposés à la commission nationale d'investiture (CNI) qui se déroulera le 22 juin à Paris. « Il n'y a pas de vote, mais une transparence et une implication des militants. Nous leur annonçons ceux et celles que nous présenterons à la CNI.



Avec la loi sur le non-cumul, Pierre-Jean Verzelen craint que certains députés ne s'éloignent du terrain.

« Je préfère me consacrer à mes mandats actuels et faire avancer les dossiers »

Pierre-Jean Verzelen

C'est une avancée démocratique et l'Aisne doit être le seul département à fonctionner ainsi », rappelle Pierre-Jean Verzelen qui est aussi président des Républicains aonnois. Une fonction qui l'amènera à participer aux négociations avec les autres formations de droite au centre droit, notamment l'UDI. « De ce côté-là c'est assez simple. Là où il y a un candidat LR ou un UDI sortant, personne n'est placé en face. Alors, il peut y avoir un LR et un UDI. Les négociations n'ont pas encore commencé. Chacun avance ses pions et nous verrons d'ici la fin de l'année. Dans ce domaine, il y a aussi des décisions prises à Paris, qui nous dépassent. »

Pierre-Jean Verzelen, défend l'unité face à la gauche et au FN. Pour lui, la droite court un gros risque à se diviser. « Avec les dernières élections la donne a changé. Maintenant, la troisième place, c'est la place du mort. »

Le maire de Crécy, ne manquera de participer à une campagne qui a déjà débuté mais qui ne dit pas encore son nom, puisque chacun tente de savoir qui fait quoi, et pour quelle force politique. Entre ceux qui jouent la montre et ceux qui font semblant de ne pas voir de quoi il s'agit, la route des législatives est ouverte.

SAMUEL PARGNEAUX

# Les Républicains misent sur Christophe Coulon

Christophe Coulon sera le candidat de la droite dans la 1<sup>re</sup> « circo » de Laon, Pierre-Jean Verzelen préfère tenir ses engagements locaux.

■ Chez Les Républicains laonnois, le suspense a pris fin. Christophe Coulon sera le candidat de la droite, Pierre-Jean Verzelen préfère tenir ses engagements locaux.

Il a été élu, au Département il y a un peu plus d'un an, il a remporté la mairie de Crécy aux dernières élections municipales et la présidence de la communauté de communes. Entre se lancer dans la course à la députation ou rester avec ses mandats actuels, pour Pierre-Jean Verzelen, le choix s'est imposé quasiment comme une évidence. « Je me suis interrogé sur le fait d'y aller ou pas. Et

*puis, j'ai pensé aux responsabilités que les électeurs ont bien voulu me donner. La loi sur le cumul des mandats, qui n'est pas bonne à mon sens, oblige le futur député à tout quitter pour ne garder que ce mandat de parlementaire. Cette histoire de non-cumul risque d'éloigner certains députés de leur base. Et chose importante, j'estime que la légitimité d'un élu vient une première fois lorsqu'il gagne, mais elle est surtout là quand il est réélu au même poste. J'aimerais aussi voir aboutir certains projets, que ce soit dans ma commune, à la communauté de communes ou au département. Et*

*puis je n'ai que 32 ans. »*

La place de candidat revient au vice-président du conseil régional, Christophe Coulon. « Je soutiens totalement Christophe qui est le bon candidat », ajoute Pierre-Jean Verzelen. Pour être complètement transparent, la fédération des Républicains de l'Aisne a souhaité informer les militants des candidats proposés à la commission nationale d'investiture (CNI) qui se déroulera le 22 juin à Paris.

## Transparence envers les militants

« Il n'y a pas de vote, mais une transparence et une implication des militants. Nous leur annonçons ceux et celles que nous présenterons à la CNI. C'est une avancée démocratique et l'Aisne doit être le seul département à fonctionner ainsi », rappelle Pierre-Jean Verzelen qui est aussi président des Républicains axonais. Une fonction qui l'amènera à participer aux négociations avec les autres formations de droite ou centre droit, notamment l'UDI.

« De ce côté-là c'est assez simple. Là où il y a un candidat LR ou un UDI sortant, personne n'est placé en face. Ailleurs, il peut y avoir un LR et un UDI. Les négociations n'ont pas encore commencé. Chacun avance ses pions et nous verrons d'ici la fin de l'année. Dans ce domaine, il y a aussi des décisions prises à Paris, qui nous dépassent. »

Pierre-Jean Verzelen, défend l'unité face à la gauche et au FN. Pour lui, la droite court un gros risque à se diviser. « Avec les dernières élections la donne a changé. Maintenant, la troisième place, c'est la place du mort. »

SAMUEL PARGNEAUX

## Julien Dive et les autres

Pour Les Républicains, tout ne sera pas aussi facile que dans les 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> circonscriptions. Avant Christophe Coulon, Julien Dive a acquis toute légitimité en succédant en mars dernier à Xavier Bertrand. Son succès a mis tout le monde d'accord. Mais lorsque Les Républicains se sont retrouvés à Chauny il y a quinze jours pour anticiper l'échéance 2017, ils se sont heurtés à des complications dans les trois autres circonscriptions.

Députée en 2007 dans le secteur de Château-Thierry, battue par Jacques Krabal (Radical) en 2012, Isabelle Vasseur tenterait de nouveau sa chance l'an prochain. D'autant qu'elle a également perdu son siège au conseil départemental en 2015. Mais Dominique Moyses, conseiller régional UDI, aurait des envies de Palais Bourbon, dans une circonscription qui pourrait voir Franck Briffaut, le maire FN de Villers-Cotterêts, constituer un adversaire de taille. Dans la circonscription de Chauny et Soissons, ça joue des coudes. Vice-présidente du conseil départemental, première adjointe de Soissons, Isabelle Létrillart avance ses pions, d'autant que le parti doit respecter la règle de la parité homme-femme en 2017. Elle sera en concurrence avec David Bobin, qui vient de quitter son poste de directeur de cabinet du maire de Soissons pour se lancer dans la bataille. On parle aussi de Pascal Tordeux, conseiller départemental, qui pourrait entrer dans les quotas UDI. Enfin, en Thiérache, tout le monde voit arriver de loin Frédéric Meura. Le maire LR de Papeux a perdu coup sur coup son siège à la Région et au Département. On prête les mêmes velléités à Laurent Marlot, le maire de Fontaine-lès-Vervins, dans une circonscription où il sera difficile de déloger Jean-Louis Bricout (PS).

# Alain Crémont va chercher son « dircab » chez Dupont-Aignan

En raison des ambitions législatives de David Bobin, Alain Crémont a été contraint de se trouver un nouveau directeur de cabinet en la personne de Nicolas Chevalier-Roch. S'il a pour l'instant différé nos demandes d'entretien, ce jeune homme de 23 ans commence à se montrer. Lors de la signature de l'achat de la Croix d'or lundi ou de la journée de l'entreprenariat et de l'innovation mercredi.

Complètement inconnu dans l'Aisne, il a tenté d'entamer une carrière politique à Mulhouse, en Alsace, sous l'étiquette du parti de Nicolas Dupont-Aignan, Debout la République (devenu Debout la France). « Il est devenu directeur de cabinet ? c'est une drôle de surprise », s'amuse d'ailleurs un journaliste alsacien.

Sur [Leplus.nouvelobs.com](http://Leplus.nouvelobs.com), la plateforme participative de l'hebdomadaire, où il a posté deux tribunes (sur la réforme des régions et le projet de fusion des départements alsaciens), Nicolas Chevalier-Roch est présenté comme « engagé dès son plus jeune âge en politique, qui s'est distingué en 2011 en étant le plus jeune candidat de France aux élections cantonales. De formation en communication et juridique, il a travaillé au sein de différents cabinets de femmes et d'hommes politiques d'envergure locale et nationale. » Il commence en effet à faire parler de lui en 2010, à 17 ans, alors qu'il est encore en terminale scientifique. Fils d'un militant de Debout la

république, lui-même coordinateur de Debout les jeunes (le mouvement jeune du parti gaulliste), il se destine alors au métier d'avocat et se présente aux élections cantonales sur le canton de Sierentz. Il récoltera 4,79 % des suffrages.

Dans la foulée, il est chargé de coordonner la campagne présidentielle de Nicolas Dupont-Aignan en Alsace et se présente aux législatives, sur la 6<sup>e</sup> circonscription du Haut-Rhin en 2012. Il obtient péniblement 1,38 % des voix. En janvier 2014, il prend la décision de présenter une liste de rassemblement aux élections municipales, après avoir espéré un soutien de la députée UMP locale selon les Dernières nouvelles d'Alsace.

« Cette liste sera bâtie sur des valeurs de droite que sont le respect de l'ordre et la justice sociale », annonce-t-il alors, se posant également comme une alternative au Front national. Il finit par renoncer au dernier moment, faisant savoir à la presse que « les moyens de proposer une alternative politique n'étaient pas réunis ». Depuis, il semble s'être retiré de la vie politique.

À Soissons, il revient par la porte de derrière, dans un rôle plus effacé. Déjà entouré de personnes issues des différentes sensibilités de droite (des adjoints LR, UDI, une ex-MPF...), le sans étiquette Alain Crémont semble inventer la droite plurielle.

RÉMI HAVYARIMANA

## LES ÉCHOS DE LA SEMAINE

**REMONTER LE TEMPS ►** Un écho paru le 18 mai dernier expliquait la démarche qu'avait entreprise Gwenaél Nihouarn, délégué UMP, lorsqu'Isabelle Létrillart avait rejoint la section locale de l'UMP, devenu Les Républicains. Une maladresse a pu faire penser que les propos qu'il tenait le 18 mai dernier dans nos colonnes, collaient à la préparation des législatives 2017. Mais les mots de celui devenu maire adjoint à Chauny, dataient bien du début 2015 quand il avait été interrogé pour l'Union.

**ÇA CHAUFFE... ENCORE ►** Le ton est monté ce vendredi entre Jean-Marie Carré, président de la communauté d'agglomération, et Alain Crémont, vice-président de l'Agglo et maire de Soissons. Motif de l'accrochage : une question de protocole, Alain Crémont faisant remarquer à Jean-Marie Carré qu'il n'avait pas invité Olivier Engrand, conseiller régional, à la tribune pour dévoiler la plaque au nom du centre aquatique. Une méprise, semble-t-il, puisque l'élu régional avait fait savoir qu'il ne souhaitait pas prendre la parole. Ça en dit en tout cas long sur l'ambiance dans l'équipe exécutive de l'Agglo.

## POLITIQUE

# Le nouvel homme fort de l'opposition

L'écologiste Franck Delattre devient le chef de file des élus de gauche. L'ancien conseiller régional s'ancre à Soissons.

## L'ESSENTIEL

- **Naissance** le 15 janvier 1966, à Saint-Quentin.
- **Il est père de trois enfants** âgés de 26, 22 et 19 ans. Il est marié depuis 2014 à Stéphanie Lebée, le maire de Venizel.
- **Titulaire d'un BTS comptabilité et gestion des entreprises** (lycée Condorcet de Saint-Quentin).
- **Depuis 1990**, il travaille à la Maison du CII ; aujourd'hui cadre, chargé de mission (depuis 2005), délégué syndical CFDT et secrétaire du comité central d'entreprise.
- **Il entre en politique** en 2001, militant chez Les Verts, puis responsable départemental et régional.
- **De 2004 à 2015**, conseiller régional de Picardie.
- **De 2008 à aujourd'hui**, conseiller municipal à Soissons, dans la majorité de gauche jusqu'en 2014.
- **En 2015**, il quitte EELV.
- **Juin 2016**, il prend la tête de l'opposition soissonnaise.

Un pied à Saint-Quentin, un autre à Soissons. C'est ainsi que Franck Delattre partage sa vie. À Saint-Quentin, il a son travail à la Maison du CII et ses trois enfants. À Soissons, ses attaches politiques et personnelles, depuis son mariage en 2014 avec le maire de Venizel, Stéphanie Lebée, elle aussi écologiste. Il a commencé à sillonner le département du nord au sud après sa rencontre avec le socialiste Patrick Day, il y a dix ans. Franck Delattre était responsable des Verts au niveau départemental. « Patrick Day était candidat à une cantonale partielle et avait

besoin du soutien des Verts. Deux ans après, il était élu conseiller général. On était en phase politiquement. » Quelques mois plus tard, lorsqu'il s'est agi de constituer une liste en vue des municipales à Soissons, Franck Delattre n'a pas hésité à le suivre et ils ont gagné ensemble. Déjà conseiller régional vert, il a connu les joies des trajets entre Amiens, Saint-Quentin et Soissons. La route, encore.

Ses colistiers étaient PRG, verts, communistes, socialistes... une vraie gauche plurielle comme Franck Delattre les aime. Comme celle qui a fait battre la droite à la Région en 2004. Alors quand EELV a décidé de faire liste à part aux dernières régionales, après avoir gouverné main dans la main avec les socialistes, il a quitté le parti. « Ce que je craignais s'est passé. C'était suicidaire. Il n'y a plus aucun représentant de la gauche à la Région. »

Franck Delattre a adhéré très jeune chez Les Verts, en 2001. « C'était ma sensibilité et puis je pensais à l'avenir de mes enfants. J'estime que faire un maximum de profits n'est pas conciliable avec la préservation de l'environnement. L'écologie ne peut s'ancre qu'à gauche. » Il ne se reconnaît plus aujourd'hui à EELV. « Il y a dans ce parti une logique de repli sur soi qui est totalement mortifère. » Pas de regret, donc, même s'il reste profondément écolo. En tant que conseiller communautaire, il a longtemps œuvré dans le domaine de l'habitat, et a participé aux projets d'écoquartiers à Crouy et Billy-sur-Aisne notamment. Il avait aussi contribué, au niveau de Soissons, à élaborer un agenda 21. Feuille de route écologiste « aujourd'hui enfermée au placard »,



Franck Delattre veut « fédérer toutes les composantes de la gauche ».

« J'estime que faire un maximum de profits n'est pas conciliable avec la préservation de l'environnement »

Franck Delattre

déplore-t-il.

Depuis le début de ce mois, il a repris les rênes de l'opposition de gauche (sept élus) avec le départ prochain d'Éric Montigny, muté dans une autre région. Ce sont deux personnalités très différentes. Franck Delattre est doré d'une arme fatale ; l'humour, qu'il manie volontiers pour dominer des situations tendues. Il sait s'entendre avec l'ensemble des élus, de gauche, comme

de droite. « C'est vrai, je ne fais jamais la gueule. C'est mon style, je le garde. Ma commission à la région était connue pour être celle où il y avait la meilleure ambiance. Ça n'empêche pas de travailler et de faire les choses sérieusement et en plus ça fédère. »

Pendant les quatre années de mandat qui restent, il sera « très vigilant » sur la mixité sociale ou le projet de requalification du centre-ville. Il a aussi des fortes réserves sur la vidéosurveillance. « Mais on ne bloquera pas là où on est d'accord », affirme-t-il. Franck Delattre aura la lourde tâche d'emmener la gauche aux prochaines municipales. « Je serai le fédérateur pour que toutes les composantes de la gauche travaillent ensemble. Il n'y a que comme ça qu'on pourra gagner. » Il reste encore un peu de route à faire.

ISABELLE BERNARD

## POLITIQUE

# Les élus de droite affichent leur choix pour la primaire

Pour qui roule votre maire, député ou conseiller départemental ? Une quarantaine d'élus de droite et du centre dévoilent (ou pas) le nom de celui qu'ils souhaitent voir triompher à la primaire en novembre puis se lancer dans la présidentielle.

**F**in novembre, la droite « républicaine » aura désigné son candidat pour l'élection à la présidence de la République du printemps prochain. Actuellement, les candidats s'agitent pour obtenir les parrainages nécessaires d'élus et de militants tout en se lançant déjà dans la pêche aux électeurs. Nombre d'élus des Ardennes, de l'Aisne et de la Marne font l'objet de sollicitations et certains se mobilisent pour vanter les mérites de celui qui bénéficie de leurs faveurs. Nous avons interrogé une quarantaine de ces élus afin de connaître leur choix. Et leurs motivations.

**ALAIN JUPPÉ.** Derrière le favori des sondages, aucune surprise. Figurent beaucoup de centristes et des Républicains modérés. Juppé, c'est un « homme d'état », tous en conviennent. Après, certains ont des affinités très anciennes. « 1963 au lycée Louis-le-Grand à Paris » pour Bruno Bourzy-Broc, président de l'agglomération de Châlons. « En 1988, j'étais militant RPR dans sa

circonscription », se souvient Apparu. « Dans les années 90, lorsque j'étais magistrat financier, j'ai senti celui qui assumait pour quelqu'un d'autre », se souvient le sénateur marnais Yves Détraigne (UDI). Au-delà, tous sont séduits par son engagement : ne faire qu'un seul mandat à l'Élysée.

« Il va donc réformer sans penser à sa réélection », avance Pierre Cordier, vice-président (LR) des Ardennes. Et puis, « ses propositions modérées peuvent rassembler tout des excès de la droite française », estime Franck Léro, maire (UDI) d'Épernay. Enfin, pour Benoist Apparu, son plus chaud partisan local, Alain Juppé est « de ceux qui privilégient l'intérêt général sur l'intérêt politique ».

**FRANÇOIS FILLON.** Derrière l'ancien Premier ministre, on retrouve des sexagénaires. Pour Patrick Fostier, vice-président (LR) de l'agglomération de Charleville-Sedan, la fibre gaulliste justifie ce choix. « C'est le seul dans la ligne du général de Gaulle par sa façon

d'appréhender les choses : Fillon veut aller vite, ne pas perdre de temps en intermèdes, et fort, sans passer en force. » Marc Laménie, sénateur (LR) des Ardennes, avoue être touché par sa discrétion : « Il est un peu dans l'ombre, je vais voter pour lui. » Quant au député (LR) de la Marne, Philippe Martin, son programme économique, « qu'il travaille depuis trois ans, qui convient aux entreprises et aux salariés », l'a séduit.

**BRUNO LE MAIRE.** Ceux aspirant à un renouvellement se pressent derrière le quadragénaire. Une question de génération commune pour Arnaud Robinet, député-maire (LR) de Reims, déjà soutien en 2014 pour la présidence de l'UMP, et pour l'Ardennais Miguel Léro, maire (LR) d'Auvillers-les-Forges, dans les Ardennes. « C'est une nouvelle manière de faire de la politique, une méthode de travail en équipe. » Benoît Huré, sénateur (LR) et président du conseil départemental des Ardennes, salue cette « nouvelle génération », et son « débat d'idées intéressant ».

**NICOLAS SARKOZY.** Il n'est toujours pas officiellement candidat. Du coup, dans notre échantillon, ses soutiens sont malgricieux : le sénateur (LR) et président du conseil départemental de la Marne René-Paul Savary et Laure Miller, la Rémoise, membre de son équipe depuis près de dix ans... Certes, d'autres se sont manifestés, mais l'ancien chef de l'État ne connaît pas chez les élus la même vague de soutiens qu'au sein de la population où un noyau dur ne jure toujours que par lui. **JEAN-FRANÇOIS COPPÉ.** S'il n'en reste qu'un, ce sera lui ! Éreintés par l'affaire Bygmaton, Jérôme Lavrilleux soutient in-

failliblement l'ancien président de l'UMP « par fidélité ». Néanmoins, le député européen, et ancien conseiller général de l'Aisne, veut que la primaire serve à ce « que chacun puisse évoquer sa vision, c'est la démocratie... »

**CEUX QUI VOLENT ALTÉRIER.** En dehors des deux présidents de région (Philippe Richert et Xavier Bertrand, lire par ailleurs) d'autres élus font encore preuve de retenue comme le résume Guy Deramaix, maire (DVD) de Rethel (Ardennes) : « J'attends de voir les programmes, certaines positions. Ensuite, je participerai à la primaire. » Dans cette catégorie, figurent beaucoup d'élus axonnais qui détaillent leurs attentes, avant d'avoir ne pas avoir trouvé ce-

lui qui les présente toutes... Comme Pierre-Jean Verzelien, vice-président (LR) du Département, qui aimerait « la hauteur de Juppé, le charisme de Sarkozy, le fond de Fillon... ». Nicolas Fricoteaux, président (DVD) du conseil départemental de l'Aisne, souhaite « une certaine promesse inconsiderée » et « pas d'invites », alors qu'Éric Kariger, conseiller départemental (LR) de la Marne, sans choisir, exclut déjà certains : « Je n'ai jamais recruté quelqu'un qui a déjà été élu... ». Des critiques, Boris Ravignon, maire (LR) de Charleville-Mézières en porte aussi. « Que les uns et les autres ne comptent simplement pas sur l'impopularité du gouvernement en place pour être élu ! J'attends

## Président du Grand Est, Philippe Richert va se positionner

« Je vais rencontrer quatre candidats (Juppé, Sarkozy, Le Maire et Fillon) pour évoquer plusieurs sujets avec eux », dévoile le président (LR) du Grand Est. « Déjà, pour avoir mon soutien, il faut être libéral mais attaché aux questions humanistes et au respect des fragiles. Stop à la dérogation ! On ne lâche pas n'importe quoi pour gagner deux voix ! D'ailleurs, je suis peut-être le dernier centriste de LR... Ensuite, je veux connaître leurs propositions sur la décentralisation qui peut permettre de reformer le pays. On ne peut recommencer à zéro la réforme territoriale dans un an. Enfin, je veux savoir comment notre région peut avoir sa place dans le débat national : que pensent-ils faire des centrales nucléaires ? Après, j'annoncerai ma position. J'ai tout de même obtenu un million de suffrages aux régionales... »

## LE CALENDRIER DE LA PRIMAIRE

**25 AOÛT 2016**

Sarkozy doit se déclarer avant afin de quitter la présidence de LR.

**9 SEPTEMBRE**

Limite du dépôt des candidatures avec parrainages requis.

**20 NOVEMBRE**

1<sup>er</sup> tour de la primaire dans 10 000 bureaux de vote en France.

**27 NOVEMBRE**

Second tour de la primaire.

**2017**

L'élection présidentielle se déroule les 23 avril et 7 mai.

## QUI SOUTIEN QUI ?

**François FILLON**  
Député (LR) de Paris  
Ancien Premier ministre  
Ancien président de l'UMP

**Xavier ALBERTINI**  
VP (LR) Grand Est  
Ad. Maire Reims

**Jean-François COPPÉ**  
Député maire (LR) de Meaux  
Ancien président de l'UMP  
Ancien ministre

**Patrick FOSTIER**  
VP (LR) aggl. Charleville-Sedan

**Pierre CORDIER**  
VP (LR) CO Ardennes

**Jérôme LAVRILLEUX**  
Député européen (LR) Aisne

**MARC LAMÉNIÉ**  
Sénateur (LR) Ardennes

**Yves DÉTRAIGNE**  
Sénateur (UDI) Marne

**Philippe MARTIN**  
Député (LR) Marne

**Franck LÉRO**  
Maire (UDI) Epernay  
VP Grand Est

### Attendent encore :

Xavier Bertrand (pd. LR région Hauts-de-France), Christophe Coulon (VP LR Hauts-de-France), Guy Deramaix (maire DVD Rethel Ardennes), Julien Dive (député LR Aisne), Nicolas Fricoteaux (pd. DVD CO Aisne), Pascal Gruny (sénateur LR Aisne), Éric Kariger (maire LR Fresnois CO Marne), Jean-François Leclot (VP UDI CO Ardennes), Antoine Lefevre (sénateur maire LR Lagny), Boris Ravignon (maire LR Charleville), Philippe Richert (pd. LR région Grand Est), Monique Rya (VP UDI Hauts-de-France).

### Les autres candidats à la candidature pour la primaire de la droite et du centre



**GEOFFROY DIDIER**  
VP LR du conseil régional d'Ile-de-France, ancien secrétaire général adjoint de l'UMP



**NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET**  
Députée LR de l'Essonne, ancienne ministre, ancienne vice-présidente de LR



**FREDERIC LEFEBVRE**  
Député LR de l'étranger, ancien secrétaire d'Etat et ancien porte-parole de l'UMP



**HERVE MARITON**  
Député-maire LR de Crest (Drôme), ancien ministre, ancien candidat à la présidence de l'UMP



**NADINE MORANO**  
Députée européenne LR, ancienne ministre, ancienne députée, ancienne porte-parole de l'UMP



**JACQUES MYARD**  
Député-maire LR de Maisons-Laffitte (Yvelines)



**JEAN-FREDERIC POISSON** Député des Yvelines, Président du parti chrétien-démocrate, allié à LR à l'Assemblée

FREDERE GOUIS



#### LE CHIFFRE

2 millions de votants C'est le seuil pour auto-financer la primaire de la droite. En 2011, 2,8 millions de personnes avaient participé à celle de la gauche.

#### LA PHRASE

« La V<sup>e</sup> République ne peut être l'otage des partis et le candidat pris en otage par son parti, le général de Gaulle a voulu une élection à deux tours, pas à quatre tours. » Nicolas Sarkozy en octobre 2011

## Une organisation XXL localement



Nos départements devraient compter plus de 320 bureaux de vote. Aurélien Loyd

133 760 dans l'Aisne, 70 122 dans les Ardennes et 156 160 dans la Marne : voilà le nombre d'électeurs susceptibles de se déplacer pour voter à cette première primaire de la droite et du centre... En effet, pour décider du nombre de bureaux de vote dans chaque département, la commission nationale d'organisation s'est basée sur le nombre de voix obtenues par Nicolas Sarkozy lors du second tour de l'élection présidentielle en 2012. Dans les faits, si seulement 15 % de ces votants se déplacent en novembre, cela suffira à ravir les organisateurs ! Pour l'instant, le nombre et la localisation des bureaux de vote ne sont que provisoires. « Ils doivent être validés officiellement le 15 juin », indique Gontrand Lefebvre, secrétaire adjoint LR de l'Aisne, et organisateur pour ce département. À l'heure actuelle, l'Aisne compte 78 bureaux. Il y en a 40 dans les Ardennes et 205 dans la Marne. Pour les locaux, « nous ne rencontrons aucun problème avec les maires pour nous mettre gratuitement à disposition des salles et le matériel électoral (urnes, isolements, tables et chaises)... Même dans les communes de gauche », note la députée Catherine Vautrin, organisatrice pour la Marne. Les retours sont les mêmes dans l'Aisne et les Ardennes. Desormais, « il va falloir trouver quatre à cinq personnes par bureau de vote pour les tenir deux dimanches de suite de 8 heures à 19 heures », prévient Bérénegère Poletti, organisatrice pour les Ardennes et députée. C'est qu'il va falloir de la main-d'œuvre bénévole car, en plus d'éditer la liste électorale (générée pour chaque bureau par la haute autorité nationale), les votants (qui n'ont pas obligation d'être adhérent de LR), devront s'acquitter de deux euros à chaque tour. Et signer un document avec la phrase suivante : « Je partage les valeurs républicaines de la droite et du centre et je m'engage pour l'alternance afin de réussir le redressement de la France. » Voilà qui va générer quelques activités administratives...

## Pendant ce temps-là, à gauche...

Au sein de la gauche, initiatrice de la primaire à la française en 2011, la musique est bien différente pour ce nouveau rendez-vous présidentiel avec des partitions bien discordantes entre partisans et adversaires de la primaire. En fait, la lutte pourrait se circonscrire à un affrontement entre partisans et opposants de François Hollande. Pour les uns, dont René Dosière, député apparenté PS de l'Aisne, « le président de la République en exercice, de par sa stature, est le candidat unique de la gauche ». D'ailleurs, l'Aisnois estime que, « institutionnellement, cela ne peut être autrement. La primaire, c'est uniquement pour l'opposition ». En face, comme Gérard Berthoin, membre marnais du conseil national du PS, ancien vice-président de la région Champagne-Ardenne, on réplique « qu'il n'y a aucun candidat naturel. Au contraire, François Hollande ne l'est pas. Si chacun se dit je suis le meilleur, il y aura plusieurs candidats de gauche et nous allons à la défile ». Cette opposition au sein du PS, c'est aussi la différence entre ceux qui, voyant la gauche écartelée, pensent impossible son rassemblement et ceux qui prônent son union, seule chance pour elle d'être présente au second tour en mai prochain. « C'est la gauche contestataire qui réclame une primaire, celle qui refuse de gouverner », affirme René Dosière. « Leur ennemi, c'est la gauche socialiste de gouvernement. Leur objectif est de ne pas la voir gouverner, préfèrent y voir la droite. Ils ne veulent pas d'un candidat de gauche et réformiste, capable d'élargir sa base électorale... » Au contraire, « la primaire est vitale pour bâtir un projet, recréer une dynamique et nous purger du mandat de François Hollande », rétorque, Christophe Léonard, député PS des Ardennes. Et de poursuivre : « La primaire doit servir à faire l'inventaire du quin-quennat. Sans ce bilan, les électeurs le feront au 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle : abstention, vote extrême et vote sanction ! ». Le conseil national du PS doit évoquer, le 18 juin, la tenue de cette primaire qui figure dans ses statuts. « Mais peu importe, nous pouvons l'organiser sans Solferino, beaucoup de sections y sont favorables », avance le député Léonard.

#### Alain JUPPÉ

Maire (LR) de Bordeaux, Ancien Premier ministre



**BRUNO LE MAIRE**

Député LR de l'Eure, Ancien ministre, Ancien candidat à la présidence de l'UMP



**NICOLAS SARKOZY**

Président de LR, Ancien président de la République

**Bruno BOURG BROC** Président LR agglomération Châlons



**Charles de COURSON** Député UDI de la Marne



**Françoise FÉRAT** Sénatrice UDI de la Marne



**Claude WALLENDORFF** VP LR de l'Aisne, Maire de Givet



**Benoit HURÉ** Sénateur LR de l'Ardennes, pdt CD Ardennes



**Miguel LEROY** Maire LR d'Auxilles Ardennes



**Arnaud ROBINET** Député-maire LR de Reims



**Laure MILLER** VP LR de la Marne, Adjointe maire Reims



**René-Paul SAVARY** Sénateur LR de la Marne

\* N'est pas encore officiellement candidat

#### Ne veulent pas se prononcer :

Aude Bono (pdt UDI Aisne), Jean-Pierre Fortuné (mairie DVD Tinquex Marne), Elise Joseph (VP LR CD Ardennes), Bérénegère Poletti (députée LR Ardennes), Alphonse Schwein (VP DVD CD Marne), Catherine Vautrin (députée LR Marne, pdt agglomération Reims), Pierre-Jean Verzelet (VP LR CD Aisne), Jean-Luc Warsmann (député LR Ardennes VP Grand Est)

Frédérique Macarez (mairie LR Saint Quentin) et Alain Crémant (mairie DVD Soissons) n'ont pas répondu à nos sollicitations.

des propositions précises, pas le dévoiement des mesures de Hollande. Quand on communique ainsi, on perd du temps, on ne s'occupe pas des priorités. Au final, le pays fait du surplace.

« C'est ceux qui ne veulent pas s'exprimer par neutralité », les députés (LR) des Ardennes, Bérénegère Poletti, et de la Marne, Catherine Vautrin, organisatrices de la primaire dans leur département ne veulent pas livrer leur choix. Et puis, il y a Jean-Pierre Fortuné, maire (DVD) de Tinquex (Marne), « pas en faveur de ce système de primaire. La présidentielle c'est un peuple qui choisit. J'attendrai l'élection présidentielle pour choisir. » Ou le député (LR) des Ardennes Jean-Luc Wars-

mann qui n'a « jamais été dans une équipe à l'Assemblée » et laisse « chacun faire son choix ». Quant à Alphonse Schwein, vice-président (DVD) du conseil départemental de la Marne, il a « été sollicité par Jean-François Poisson, du PCF, dont j'ai été membre, mais je ne vais parrainer personne. Si vous soutenez le mauvais candidat, on vous le reproche ensuite... ». Enfin, la présidente de l'UDI de l'Aisne, Aude Bono, se range derrière la position de son parti qui ne veut pas participer à la primaire : « C'est Les Républicains qui parlent aux Républicains. Laissons-les franchir ce cap. Nous parlerons après aux Français. »

#### Xavier Bertrand devait en être aussi

« Il se positionnera à l'automne, attendant de voir qui reprend ses propositions fortes », assure l'entourage de Xavier Bertrand, président (LR) des Hauts-de-France. Il devait être candidat à la primaire. Jusqu'à son élection à la tête de la Région, sa préoccupation majeure désormais...

## SOCIAL

# La CGT veut montrer ses muscles

Pour la première fois, les opposants au projet de loi travail convergent demain à Paris pour une mobilisation que la CGT prédit « énorme ».

À ceux qui « spéculent » sur la démobilité, « nous allons faire la démonstration » d'une mobilisation « comme nous n'en avons jamais connue depuis quatre mois », a lancé le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez.

Quelque 450 cars avaient été affrétés samedi en région parisienne, selon lui, pour que les contestataires puissent rejoindre le cortège dans la capitale, qui partira vers 13 h 15 de la place d'Italie pour rejoindre les Invalides, à l'appel de l'intersyndicale (CGT, FSU, FO, Solidaires, Unef, UNL, Fidl).

Philippe Martinez espère rassembler davantage de monde qu'au pic de la mobilisation, le 31 mars, où près de 390 000 personnes avaient manifesté dans 250 villes, selon les autorités, 1,2 million selon les organisateurs.

Des délégations de syndicats belge (FCTB), espagnols (CCOO et UGT), italien (CGIL), suisse (USS) devraient également se joindre à cette manifestation à Paris où, demain, aucun match de l'Euro de football n'est programmé.

## « Un jeu où chacun prétend montrer ses muscles »

Alors que le texte arrive en séance publique au Sénat aujourd'hui, les manifestants ne désarment pas, demandant le retrait d'un projet jugé trop favorable aux entreprises, pas assez protecteur pour les salariés.

Ni retrait, « ni détricotage », martèle de son côté depuis plusieurs mois le gouvernement qui a eu recours à l'article 49-3 de la Constitution afin de le faire adopter sans vote à l'Assemblée nationale.

En plein Euro de football (une « fête populaire » que la CGT dit ne pas vouloir gâcher), l'exécutif table sur le coup de barre à droite que le Sénat devrait apporter au texte pour rassembler son propre camp et faire reculer la contestation. Et à



Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, estime que les blocages contre la loi travail « viennent de salariés et d'agents qui ne sont pas concernés par le projet de loi ». AFP

quelques heures du coup d'envoi de l'Euro vendredi, la ministre du Travail, Myriam El Khomri, s'est aussi dite prête à recevoir Philippe Martinez « dans la minute » (avant un ren-

dez-vous prévu le 17 juin) si cela pouvait permettre de lever tous les blocages dans le pays. « Je suis disponible », a rétorqué le lendemain l'intéressé. « Elle connaît mon numé-

ro de portable... « Nous assistons à un jeu de rôles où chacun prétend montrer ses muscles », commentait hier le représentant de la CFDT, Laurent Berger, favorable au projet.

## LES SECTEURS TOUCHÉS

Pour cette journée de mobilisation, la pression viendra aussi des entreprises, où des mouvements de grève pour des raisons internes croiseront la contestation du projet de loi travail. Les cheminots de la SNCF reconduisent eux régulièrement depuis le 1<sup>er</sup> juin un mouvement de grève, qui perturbe le trafic, pour défendre leurs conditions de travail et demander le retrait de la loi El Khomri. Le secteur de l'énergie devrait être à nouveau touché, avec un appel à cesser le travail de trois fédérations (FNME-CGT, FO et la CFE-CGC). En province, cela pourrait à nouveau se traduire par des

baisses de production et des passages d'abonnés en heures creuses, coupures de courant... Du côté des déchets, le blocage de l'usine de l'incinération d'Ivry-sur-Seine/Paris13 depuis deux semaines doit se poursuivre jusqu'à mardi. La Ville de Paris a « redéployé » son dispositif pour faire enlever les poubelles qui s'amoncelaient dans les rues de la capitale par des entreprises privées. Ce nettoyage avait porté ses fruits dans certains quartiers hier mais pas partout. Du côté de la Santé, un appel à faire grève a été lancé contre la mise en place des GHT (groupements hospitaliers de territoire) modifiant l'orga-

nisation des établissements de santé, qui selon eux sont « liés » à la loi travail. Une grève des marins CGT, aujourd'hui et demain, devrait aussi affecter les compagnies Corsica Linea (ex-SNCF) et la Méditerranée, qui desservent la Corse. Air France prévoit d'assurer 80 % de ses vols aujourd'hui. C'est le 3<sup>e</sup> jour de grève de ses pilotes pour défendre l'emploi et les conditions de rémunération. « Des annulations et des retards de dernière minute ne sont pas à exclure », précise la direction qui comptabilise 27 % de pilotes grévistes.